

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Ficcobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 FI • Italie : 350 L • Grèce :
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

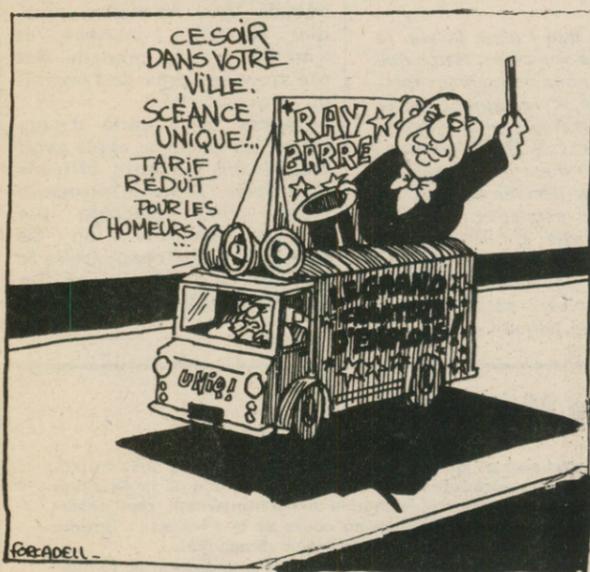
1F 80

**Martigues,
Venise provençale**

Lire page 6

Naussac : dimanche la marche

Lire page 4



La « tournée » de Barre

En tournée en Bretagne, le grand comique national Barre a réaffirmé devant les patrons du comité départemental pour la promotion de l'emploi du Finistère, la nécessité d'un « pacte national pour l'emploi ». Il a affirmé n'avoir « jamais agi dans un sens électoraliste », et a adressé ses plus vives félicitations... « aux entrepreneurs et à leur dynamisme devant les problèmes qui leur sont posés ». Il a terminé en déclarant « qu'il ne laisserait pas l'activité économique retomber ».

Pour ce genre de prestation, le patronat est plutôt bon public. On aimerait voir Barre faire son numéro devant les travailleurs bretons, histoire de voir si les réactions sont aussi bonnes.

Vance: l'échec

L'étape de Damas devait être celle de l'échec pour la proposition de « groupe de travail » faite par Sadate à propos du conflit du Proche-Orient : bien que les entretiens de Vance avec les dirigeants syriens aient été qualifiés « d'amicaux et sérieux », celui-ci s'est heurté à une réponse nette : la Syrie ne prendra pas part à un groupe de travail organisé aux Etats-Unis sans la participation des Palestiniens, à moins qu'Israël accepte leur participation en tant que tels à la Conférence de Genève.

A son départ de Damas, Vance a expliqué que les résultats de sa mission actuelle seraient de toute façon utiles pour la reconvoque de la Conférence de Genève sur la paix au Proche-Orient. La réponse d'Israël ne fait en effet aucun doute : l'occupation de la rive occidentale du Jourdain est un fait sur lequel il n'est pas question de revenir. D'ailleurs, plusieurs centres de peuplement juif dans cette région viennent d'être légalisés par Jérusalem.

« Nous sommes tous des idéalistes allemands »

Jeudi dernier, le philosophe marxiste allemand Ernst Bloch est mort à l'âge de 92 ans, à Tübingen. Un marxiste très peu orthodoxe. Un penseur d'une espèce en voie de disparition. Un homme qui a eu maille à partir avec le fascisme et avec le stalinisme.

Peut-on être à la fois athée et sensible à l'esprit religieux, mystique même ? Bloch a construit toute son œuvre autour du concept d'« espérance ».

Idéaliste, dirons les dogmatiques de toujours. Nous vous expliquons en page 8 pourquoi, en ce moment, « nous sommes tous des idéalistes allemands », en hommage à Bloch.

Aujourd'hui à Bourgoin s'ouvre
le procès des manifestants antinucléaires

LIBERTE POUR LES 12 DE MALVILLE

- Manifestation ce matin devant le tribunal
- Barre félicite le préfet de l'Isère et le ministre de l'intérieur

Après le déploiement policier meurtrier du week-end dernier, autour de Super-Phénix, l'arsenal judiciaire du pouvoir prend le relais. Ce matin, douze manifestants antinucléaires passent en jugement à Bourgoin. Sept Allemands, trois Français et deux Suisses : les inculpés de Bourgoin symbolisent à leur manière la dimension internationaliste de la marche de Malville. La solidarité qui se développe, tant en France qu'en Allemagne et en Suisse, montre, elle aussi, que l'Europe antinucléaire existe.

Malgré sa tentative de criminaliser le mouvement massif de protestation qui s'élève contre son programme nucléaire, le gouvernement ne peut masquer ses responsabilités dans les événements sanglants de dimanche dernier. Il en est doublement responsable. Tout d'abord, en choisissant de s'engager dans la course au « tout nucléaire », ensuite, en envoyant ses troupes de choc, munies d'armes de guerre comme les grenades offensives, pour appuyer le préfet Jannin. Le ministre de l'Intérieur, Bonnet, a d'ailleurs entièrement couvert les exactions de ce triste personnage.

Hier soir encore, à Quimper, le Premier ministre Barre a jugé bon de leur affirmer à tous deux son soutien. « Le ministre de l'Intérieur a agi comme il devait agir, le préfet de l'Isère a agi comme il convenait. » Ce compliment énoncé la veille au procès de Bourgoin prend valeur de sentence : si les forces de l'ordre et leurs responsables ont bien agi, les manifestants sont coupables !

Raymond Barre qui, comme chacun sait, ne « détermine pas sa politique en fonction de la longueur des cortèges de manifestants », a également réaffirmé que le programme nucléaire du gouvernement serait entièrement réalisé.

Ce matin, à Bourgoin, le pouvoir s'apprête à condamner ceux qui ont osé protester contre sa politique nucléaire. Tous ceux qui sont contre cette poli-

tique, mais également toutes les forces et toutes les organisations qui revendiquent le droit élémentaire de manifester son opinion, doivent se retrouver aujourd'hui aux côtés des douze inculpés de Bourgoin.

Le Parti socialiste et la CFDT, qui étaient opposés à la manifestation de Malville, viennent de demander la libération immédiate des

emprisonnés et la levée de toutes les inculpations. Il est à regretter que le PCF n'ait pas jugé bon d'élever la moindre protestation contre la répression qui frappe les militants antinucléaires. Il n'a voulu voir que manœuvres du pouvoir dans le rassemblement de Malville ; il ne voit que provocations dans les manifestations de solidarité qui ont lieu ce matin à Bourgoin,

facilitant par là la manœuvre répressive du gouvernement.

Avec l'ensemble des organisations qui ont soutenu le rassemblement contre Super-Phénix, nous exigeons que toute la lumière soit faite sur les responsabilités du gouvernement dans les événements sanglants de Malville et nous exigeons la levée immédiate de toutes les inculpations et la libération de tous les emprisonnés.

Anna Libera

3 000 à Paris

Malgré des délais de préparation rapides et une période de l'année peu propice à une manifestation de rue, des milliers de personnes se sont mobilisées hier à Paris, Marseille, Nantes et Rouen, pour affirmer leur solidarité avec les douze camarades inculpés.

A l'initiative des comités Malville, et soutenues par la plupart des organisations d'extrême gauche, ces manifestations, qui se sont déroulées sans aucun incident, ne se sont pas bornées à réclamer la nécessaire libération des militants inculpés. Par des slogans tels : « Giscard, Barre, Jannin, dehors les assassins ! », elles ont cherché à mettre directement en cause le pouvoir giscardien, responsable de la boucherie de Malville.

Il faut noter qu'à Paris, où près de trois mille personnes ont répondu à l'appel du comité Malville, de la LCR, du PSU, de LO, de l'OCT, des CCA, de l'UCTL et du PCR, plusieurs banderoles de la CFDT-PTT ont été déployées et que de nombreuses motions syndicales, CGT et CFDT, ont été lues. De bonne augure avant la mobilisation d'aujourd'hui à Bourgoin !

Lire page 2 et 3



La manifestation parisienne : trois mille personnes avaient répondu à l'appel du comité Malville et des organisations d'extrême gauche.

INITIATIVES DE SOLIDARITE

Strasbourg

Le comité de soutien aux inculpés de Creys-Malville de Strasbourg a organisé hier aux alentours de 21 h, une manifestation en voiture de Strasbourg à Heiteren-Colmar. Il appelle également aujourd'hui à un rassemblement à 10 h 30, à la place de la Cathédrale, pour protester contre la détention arbitraire des camarades ayant participé au rassemblement du week-end dernier.

Rennes

Un comité de soutien aux inculpés et aux blessés de Malville ouvert à tous vient de se créer à Rennes, en réponse à la répression policière et judiciaire du gouvernement. Il appelle à un rassemblement aujourd'hui à 11 h, place des Lices à Rennes.

Reims

A l'appel du comité Malville de Reims, une trentaine de personnes ont occupé l'agence EDF de Reims pendant toute l'après-midi d'hier, pour protester contre la répression de Malville et étendre la mobilisation.

Cherbourg

Une cinquantaine de personnes ont occupé, hier après-midi, le centre EDF de Cherbourg. Un tract a été massivement distribué en ville. Cette initiative était le fait du CRILAN et du Comité contre la pollution atomique dans La Hague.

Gap

Les flics de Gap sont sur les dents. Hier, ils ont arrêté six militants antinucléaires qui distribuaient des tracts dans le centre ville. En fait, ils leur reprochaient d'avoir participé à l'attaque des locaux de l'EDF qui s'était produite la veille. Accusation fantaisiste : les militants interpellés n'avaient rien à voir avec cette affaire. Il n'empêche qu'hier soir, ils étaient toujours gardés à vue.

Rouen

A l'appel de la LCR, de l'OCT, du groupe écologique de la région rouennaise et du MDPL, une réunion se tiendra, aujourd'hui, à 18 h, au 102, rue Saint-Hilaire, pour étudier la façon dont va se poursuivre la campagne Malville et préparer la mobilisation du Larzac.

Allemagne

Plusieurs initiatives de solidarité avec les inculpés de Bourgoin sont organisées ce week-end en Allemagne fédérale. Vendredi soir, une manifestation avait lieu dans le centre de Francfort où une pétition devait être signée et de l'argent récolté pour les blessés et les inculpés de Malville. Samedi matin, c'est à Berlin qu'une manifestation similaire aura lieu. Enfin, on nous signale qu'une cinquantaine de militants antinucléaires ont commencé un « camping antinucléaire » près du site de la centrale de Brokdorf.

REACTIONS

• MRAP PARIS XVIII°

Le comité local du MRAP XVIII° s'indigne des propos xénophobes tenus lors des événements dramatiques de Creys-Malville.

Les méthodes du gouvernement ne changent pas : encore et toujours éluder ses responsabilités en choisissant un bouc émissaire étranger.

Accuser les Allemands des affrontements de Creys-Malville relève de la même démarche que faire des travailleurs immigrés les responsables du chômage et de la crise.

Comment nos gouvernants peuvent-ils attiser une telle haine entre les peuples et se déclarer partisans d'une Europe unie et d'un monde de détente ?

Le MRAP, quant à lui, restera résolument, malgré les menaces et les attentats dont il est l'objet, toujours du côté de ceux qui luttent contre le racisme, l'antisémitisme et pour l'amitié entre les peuples.

Le comité local du MRAP XVIII° Paris (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix)

Vers une suspension du programme nucléaire en Allemagne de l'Ouest

La déclaration du ministre ouest-allemand de la Recherche scientifique prononcée jeudi après-midi fera date. Selon lui, « on s'orienterait vers une interdiction de plusieurs années de la construction de centrales nucléaires » en RFA. En effet, en constatant que des motions allant dans ce sens ont déjà été adoptées par certaines commissions du Parti libéral, par plusieurs fédérations régionales du Parti social-démocrate et par la Confédération des syndicats, Hans Matthöfer

préfère faire machine arrière, plutôt que de se mettre à dos une fraction significative de la population. Et l'expérience suédoise lui montre les risques qu'il pourrait encourir...

Le gouvernement français se trouve, dans ces conditions, le seul gouvernement en Europe, si ce n'est au monde, à persévérer dans une politique nucléaire effrénée. Mais peut-être devrait-il lui aussi se méfier des revers électoraux inévitables d'une attitude pour le moins obstinée...

Michel Grandjean : « Je porte plainte »

Le camarade Michel Grandjean, manifestant de Malville, hospitalisé à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, a tenu, hier, une conférence de presse.

En premier lieu, il a tenu à affirmer sa solidarité avec les militants qui passent aujourd'hui en flagrants délits à Bourgoin. Puis, il a annoncé qu'il portait plainte, suite à l'amputation de sa jambe, causée par l'explosion d'une grenade offensive lancée par les forces de l'ordre. Cette plainte vise à chercher les causes

exactes de la blessure, à demander que cette plainte joue sur les responsables exacts qui ont donné l'ordre d'utiliser le matériel (grenades), à demander si les responsables ont agi de leur seul chef ou si, au contraire, ils ont agi sur l'ordre du gouvernement.

Enfin, Michel Grandjean a remis à la presse une déclaration pour la manifestation d'aujourd'hui, intitulée « Amis inculpés, amis manifestants », et dont voici quelques extraits :

« Parce que je j'aime la vie, je voudrais être à vos côtés. Parce que j'aime la vie, nous ne pouvons laisser un ignoble et répugnant préfet jouer les accusateurs et décider la mort des gens. (...) Depuis dimanche, je crois qu'il est possible de ne plus les laisser décider de tout. Je crois qu'il faut résister et continuer à parler, à hurler s'il le faut. Ils aiment la guerre, moi pas. Mais la paix, ce n'est pas le silence et la soumission, c'est savoir rester debout. Je suis debout. »

Tribune des CCA: L'après Malville

Jusqu'à Malville, le mouvement écologiste apparaissait essentiellement comme un courant d'opinion que chacun, du PC au RPR, cherchait à s'annexer, étant donné son audience croissante dans le jeu électoral. Cela d'autant plus que certains commençaient, avec délices à se plier aux règles du jeu. La « bataille » de Malville a constitué une rupture pratique significative avec ces ambiguïtés.

La bourgeoisie française a montré sa détermination à faire triompher, coûte que coûte, son programme électronucléaire. Par ses campagnes de presse (anti-allemande, antijuive...), par son dispositif policier elle a créé de toutes pièces les conditions d'un affrontement très violent en vue d'imposer Super-Phénix. Au cours même de la manifestation, les brutalités policières, l'assassinat de Vital Michalon et la centaine de camarades blessés, les ratonnades de Morestel, les inculpations de manifestants confirment amplement cette logique. Face à cette volonté du pouvoir, le mouvement antinucléaire avait deux possibilités.

a) Refuser l'affrontement au nom de la « non-violence », reculer sur les objectifs et céder à l'écologie-électorale.

b) Assumer la situation créée par la bourgeoisie en donnant un caractère offensif à la manifestation, en revendiquant la dimension internationaliste de la mobilisation (en particulier à l'égard des camarades allemands, principale cible de la presse bourgeoise) et à se situer en rupture avec la stratégie réformiste du PC, du PS, et des directions confédérales de la CGT et CFDT.

Dans les faits la coordination Malville, malgré quelques confusions, a plutôt choisi la seconde orientation, sensible à la pression d'une majorité de 60 000 manifestants :

- décision de faire converger les quatre marches initialement prévues en une seule, après la prise de position de l'assemblée générale de Morestel, suivie de celles de Courtenay et de Montalieu ;
- franchissement de la RN 75 par toute la marche et progression dans la « zone interdite » en direction du site ;
- volonté de « prendre » Faverges.

Malheureusement sur le terrain la contradiction était flagrante entre

cette volonté offensive et les moyens mis en œuvre pour la réaliser : absence d'une véritable autodéfense collective, défaillance de la direction de la marche aux moments les plus chauds de l'affrontement, repli désordonné, démoralisation des marcheurs au cours de la « retraite » (infime participation au rassemblement de Poleyrieux dimanche)...

Tout cela renvoie aux conditions mêmes de la préparation de la marche, marquées essentiellement par les attaques du PC du PS, de la GT et de la CFDT contre le mouvement antinucléaire et par les révoltes successives de la direction parisienne des Amis de la Terre, celle du PSU et même de la LCR.

Face à ces conditions très difficiles, la coordination n'a pu œuvrer à la constitution d'un front commun offensif, associant le mouvement ouvrier et révolutionnaire au mouvement antinucléaire contre Super-Phénix. Elle n'a pu organiser l'affrontement collectif de masse indispensable pour faire plier le gouvernement (cf. Allemagne) malgré l'énorme mobilisation des 30 et 31 juillet. C'est à l'organisation d'un tel front commun et d'une telle offensive que les CCA voulaient contribuer en soutenant l'objectif d'occupation du site.

Malgré toutes ces carences, l'énorme impact politique de la manifestation peut constituer un pas en avant dans la transformation du courant d'opinion antinucléaire en un véritable mouvement de masse. La sauvergarde de la répression policière peut se retourner contre ses responsables. (Giscard, Barre, Bonnet).

Le front commun du mouvement ouvrier et du mouvement antinucléaire peut et doit se réaliser sur la base de l'appel à la solidarité nationale et internationale de la coordination Malville, appel que les CCA soutiennent totalement. Le contre-procès de Bourgoin peut être une première étape importante en ce sens. Au delà il est possible et nécessaire de développer une véritable campagne nationale pour un moratoire de 5 ans, en s'appuyant notamment sur la tenue d'Assises nationales des comités antinucléaires avec les organisations diverses... d'accord sur cet objectif.

Comité communistes pour l'autogestion. Le 2/08/1977.

COURRIER DE MALVILLE

« Rouge » a « oublié »

Depuis deux jours, j'achète *Libération* pour Malville et *Rouge* comme tous les jours. Parce que, dans *Libé* d'aujourd'hui (2 août), il y avait :

— l'article d'un journaliste au moment où il se trouvait du côté des forces de l'ordre ; ainsi, son rapport à la violence à ce moment-là, ses certitudes d'une non-violence maintenant impossible sont susceptibles de poser le débat ;

— un article de manifestants allemands exprimant leur désarroi, leur isolement, leurs convictions ;

— un article sur les comités Malville, leur déchirement, la conscience de leur irresponsabilité face à un appel pacifique/offensif ;

— un récit du sit-in organisé par les manifestants devant le palais de justice de Bourgoin ;

— le numéro de téléphone de Poleyrieu, de Montalieu et de Morestel pour pouvoir trouver toutes les informations ;

— l'annonce d'un comité de soutien aux inculpés et blessés de Malville avec adresse ;

— la vie des villages, des habitants après le rassemblement, ce qui se dit dans les cafés, la solidarité avec les manifestants et l'indignation face aux brutalités policières.

Dans *Rouge* : rien ! Ou plutôt, compte rendu et petite analyse du déroulement de la manifestation, du passé du préfet Jannin, de la campagne xénophobe. Mais pourquoi ne pas avoir fait parler les Alle-

mands eux-mêmes ? Les journalistes de *Rouge* auraient-ils peur que ces derniers avancent des jugements un peu trop poussés ? Cristallisation sur ce que disent, font ou ne font pas la droite et les directions réformistes. Très bien. Mais, où et quand *Rouge* a-t-il fait entendre la voix des manifestants, de la population locale, des militants de base ? (...)

La LCR et *Rouge* se sont bouchés les yeux, n'ont tendu l'oreille que contre les directions réformistes, n'ont pas voulu entendre les multiples questions et interrogations que nous nous sommes posées. *Rouge* a « oublié » de retranscrire ce que beaucoup, après la manifestation, ont pensé du pacifisme, de l'irresponsabilité d'un tel mot d'ordre à deux kilomètres du site. *Rouge* ne peut plus ignorer qu'un débat est posé face aux marches antinucléaires. *Rouge* ne peut plus ignorer qu'une véritable agitation s'est créée en marge et à l'intérieur du mouvement ouvrier face à la violence policière. Que beaucoup de ceux qui avaient peur ne se laisseront plus faire.

Il est temps pour une organisation révolutionnaire de poser clairement le problème des perspectives face à ce type de lutte, d'engager le débat sur sa nature offensive et pas seulement de l'autodéfense de certaines actions. La révolution ne se prépare pas seulement par la critique des directions réformistes, encore moins dans les limbes du discours théorique. Elle se prépare sur le tas, là où les gens vivent et luttent.

Bernadette Sympathisante LCR

La tension monte

Dimanche soir, après la manifestation à Morestel, des participants à la marche se préparent à repartir en voiture, en bus ou en stop.

Depuis 18 h, nous attendons dans notre car le départ pour Marseille (tout le monde n'étant pas encore arrivé). Vers 20 h, une fille vient nous dire que quatre jeunes ont été matraqués par les CRS puis conduits à la gendarmerie. Elle nous dit également que les gens encore présents à Morestel ont décidé de protester par une manifestation.

20 h 30 : nous voyons des gens se mettre à courir dans la rue ; nous entendons des tirs de grenades. Plusieurs jeunes se réfugient dans le car : « Les flics chargent ».

Le bus étant surchargé, le conducteur refuse de partir. Quelqu'un propose de demander aux services de la Croix rouge (qui se tiennent juste en face) de donner l'asile à ces jeunes. L'un de nous y va en délégation, mais essuie un refus catégorique (sans doute préféraient-ils les accueillir quelques minutes plus tard, une fois matraqués).

Quelques minutes plus tard, les gardes mobiles avancent puis encerclent le car. La tension monte, mais, après négociations, ils nous laissent partir. Sur le trottoir, trois jeunes passent encadrés par les gardes mobiles.

Un autre car prend en charge les réfugiés pour les déposer plus loin... Nous rentrons à Marseille sans heurts,

Grenades en tous genres

Au cours de la conférence de presse, d'avant-hier, du comité de soutien aux inculpés, plusieurs exemplaires de grenades lacrymogènes, fumi-gènes et offensives ont été présentés aux journalistes. Elles ont été ramassées, après la manifestation, à plus de cent mètres de l'endroit où se trouvaient les policiers. Elles sont la preuve irréfutable que les grenades offensives n'ont pas été lancées à la main, à moins de quarante mètres, comme le prétend la préfecture de l'Isère. Elles prouvent également, si besoin en était, que c'est bien des suites d'une explosion de grenades qu'est décédé Vital Michalon, puisque plusieurs culasses et « cuillères » de grenade ont été trouvées près de l'endroit où il est tombé.

Après avoir parlé d'« accident cardiaque », après avoir malgré les résultats officiels d'autopsie, tenté d'introduire l'idée d'une blessure par cocktail molotov, on se demande quel échappatoire le pouvoir va trouver pour fuir ses responsabilités.

mais les deux autres cars n'ont pu arriver que lundi dans l'après-midi.

Des participants d'Aix à la marche de Malville



Après Malville, avant Bourgoin

Aujourd'hui le procès des 12

• Sans doute le plus long de l'histoire des flagrants délits

Le procès, qui s'ouvre ce matin, contre les douze inculpés antinucléaires de Creys-Malville (Lucien Beckloff, Herbert Nedel, Roland Mueller, Konrad Hindenbergor, Hans Peter Jaeger, Joseph Schweizer, Hartmunt Kuhl, Joel Schmitt, Rudolf Krahenduhl, Thérèse Ciaramaglia, Lucien Mons et Benoît Dria) sera sans doute le plus long de toute l'histoire des flagrants délits.

Depuis une semaine, un collectif d'avocats, membres du barreau de Lyon et de Bourgoin, assisté de confrères allemands, préparent activement la défense. Un soutien identique est préparé par les comités qui se sont mis en place : des mil-

liers d'affichettes ont été collées dans la région Rhône-Alpes appelant ce matin, à 9 h, à un rassemblement devant le palais de justice de Bourgoin-Jallieu où l'on attend plusieurs milliers de personnes.

Du côté policier règne également une certaine préparation et personne ne sait quelle sera l'attitude des CRS présents. Bien que les organisateurs du rassemblement réaffirment vouloir se réunir pacifiquement, la tournure que prendront les événements dépendra dans une large mesure des résultats du procès, mais également de l'attitude des flics sur le terrain.

Le verdict servira de test de la volonté du pouvoir de poursuivre son programme nucléaire

Bourgoin, de notre envoyé spécial.

La défense entend faire au cours du procès la lumière sur plusieurs points. Tous les témoignages maintenant convergent : les douze inculpés ont été arrêtés bien après la manifestation, lorsque l'on s'est aperçu, du côté du pouvoir, qu'il fallait mettre en accord les faits avec les déclarations de guerre préfectorale. Il aurait été impensable qu'on n'apporta pas la preuve de la présence massive des « terroristes internationaux » accusés de manipuler les fils du complot. La gendarmerie a donc ratissé et ramené ses coupables, parmi lesquels trois quarts d'étrangers pour faire bonne mesure. Les « pièces à conviction » sont largement sujettes à caution, de même que les conditions dans lesquelles les « coupables » ont été reconnus.

Les témoins seront-ils entendus ?

Mais la défense compte bien ne pas s'arrêter à ce seul point. Ayant lancé, il y a plusieurs jours, un appel au témoignage, elle a recueilli d'intéressantes précisions sur le déroulement même des affrontements. La version officielle de ceux-ci en sort passablement entachée. Plusieurs témoins, dont les habitants de Faverges, où les affrontements furent les plus violents, devraient venir déposer à la barre... à condition que le président du tribunal l'accepte.

Ce dernier a, en effet, un pouvoir discrétionnaire pour entendre ou ne pas entendre les témoins. Quelle que soit sa décision il est certain pourtant que les témoins ont d'intéressantes précisions à apporter. Tel ce médecin qui, membre des équipes de secours sur le terrain, raconte qu'elles ont elles-mêmes suppléé aux défaillances des secours officiels pour soigner les policiers blessés et les évacuer vers les hôpitaux, alors que des ambulances étaient attaquées par des CRS surexités.

La surexitation policière a également été à l'origine de l'occupa-

tion de Morestel, non pas par les manifestants, mais par les forces de l'ordre dont le comportement a scandalisé les habitants du village. Plusieurs d'entre eux ont proposé leur témoignage, et Mermaz, membre socialiste du conseil général de l'Isère, devait hier être contacté pour venir témoigner.

Enfin, la défense, par delà les faits eux-mêmes, entend bien se battre sur le terrain juridique de la loi anti casseurs. Onze des douze inculpés sont, en effet, inculpés sous ce chef d'inculpation, et six d'entre eux le sont en plus pour port d'armes. Des avocats font, une fois de plus, remarquer que cette loi scélérate permet à peu près n'importe quoi : couplée à la procédure de flagrant délit, elle constitue l'arme juridique idéale pour pallier tout événement

suscité par la mise en œuvre autoritaire du programme électronucléaire.

Tout le monde, bien sûr, s'interroge sur le prochain verdict du tribunal. On sait bien que ce dernier dépend moins des faits eux-mêmes que du rapport de forces politique et de la mobilisation qui se maintient depuis une semaine. Dans les milieux antinucléaires, on a remarqué avec intérêt que les militants arrêtés, il y a quelques jours, à Grenoble, pour avoir coité des affiches contre le préfet Jannin, avaient été libérés jeudi et vendredi, sans inculpation. L'affaire apparaît classée.

De même, n'ont pas été poursuivis, alors qu'il en était question, les manifestants blessés qui avaient été transportés à l'hôpital. Des décisions qui ne dépendent, bien sûr, pas des autorités judiciaires locales,

d'inculpation de Jannin et l'interdiction des grenades offensives.

Un autre comité, constitué par des organisations politiques (LCR, OCT, CCA, MAJ, MAN, PSU, Syndicat du cadre de vie) et des militants inorganisés, en liaison avec le comité précédent, s'est mis en place à Lyon. En se constituant en commission d'enquête, d'information et de soutien, il veut réunir les éléments d'un dossier noir sur les événements de Malville (2).

Un deuxième mort ?

Le travail ne manquera pas à la commission d'enquête. Les bruits les plus divers circulent à Lyon sans qu'il soit possible de démêler le vrai du faux. On parle ainsi d'un deuxième mort (Antenne 2 en avait parlé dimanche dernier, ainsi qu'un médecin présent sur place), mais personne n'est en mesure de donner



Appel de la CFDT Isère

L'union départementale CFDT de l'Isère a demandé jeudi à ses unions locales et à ses sections syndicales d'appeler les travailleurs à protester contre les arrestations pratiquées à Malville et la répression policière en se rendant samedi matin à la manifestation organisée à Bourgoin-Jallieu par les comités Malville.

son nom. De même, le nombre des blessés et la gravité de leurs blessures sont l'objet d'affirmations contradictoires.

Comme les services officiels et les hôpitaux se refusent à toute information, on en est réduit à extrapoler à partir de quelques faits. On a ainsi remarqué qu'un contrôle inhabituel avait été institué devant l'hôpital militaire Desgenette, à Lyon : deux cars de police y stationnent en permanence. Certains en déduisent — ce qui paraît assez peu crédible — que des blessés de la manifestation y sont soignés.

Tous ces bruits, en l'absence d'autres données, ne mériteraient pas d'autres attentions s'ils n'étaient finalement le reflet de la violence policière sur le terrain. Elle a profondément marqué tous les participants à la manifestation. Mais, comme personne n'a une vue synthétique des événements, les rumeurs continuent à circuler.

Georges Marion

mais qui sont prises à un haut niveau. Il faut pourtant se garder de tout optimisme. Jeudi, les manifestants de Flamanville étaient condamnés et le pouvoir peut toujours vouloir faire un exemple significatif de sa volonté de poursuivre la construction du surrégénérateur.

Un dossier noir en préparation

C'est dire si la poursuite de la mobilisation est vitale. Après la mise en place d'un comité de soutien et de défense aux blessés et inculpés de Malville (1) qui se propose, outre d'apporter son soutien financier, médical et juridique aux blessés de Malville, de lancer une campagne

On vous dit tout, on vous cache rien

« Le Marais est à nous »

Pour soutenir les habitants de l'îlot Saint-Paul, menacés d'expulsion pendant l'été, l'Intercomité du Marais vous invite à la projection de : « la Ville est à nous ! ».

Film sur la spéculation à Paris et les luttes des habitants qui la refusent.

Samedi, 6 août et dimanche 7 août, à 20 h 45 au 25, rue Saint-Paul, entrée gratuite.

Au même endroit, exposition, tous les samedis et dimanches de 14 h à 18 h.

« Madame Drogue » envisage que la loi de 1970 soit modifiée

Mme Monique Pelletier, « Madame Drogue », a annoncé jeudi à Rennes « qu'une modification partielle de la loi de 1970, qui protège le malade et condamne le trafiquant, n'était pas à exclure ». Outre que cette loi, loin de « protéger » et de « condamner », a pour principal effet de criminaliser l'usage des stupéfiants et de permettre d'envoyer en taule le moindre consommateur de haschich, il ne s'agit pas de « ne pas exclure une modification partielle », autant de restrictions dans l'énoncé des intentions indiqueraient plutôt qu'on a l'intention de ne pas changer grand-chose, il s'agit d'abroger une loi répressive.

Revelli-Beaumont, Peron et Lopez-Rega

L'hebdomadaire argentin « Ultima clave », proche des militaires, prétend qu'Aristy aurait été en relation étroite avec deux des ravisseurs de Revelli-Beaumont : Horatio Rossi et Mario Alfredo Roca. Il les aurait reçus à Paris, sur ordre de Peron, pour aider à publier leurs mémoires. Le même article affirme que Revelli-Beaumont connaissait ses ravisseurs, barbouzes de l'extrême droite du péronisme, puisqu'il aurait été lui-même l'homme de confiance de Peron et de Lopez-Rega, son conseiller occulte. Lopez-Rega est d'ailleurs en exil à Madrid.

« Ultima clave » souligne que la rançon a été versée sur le pont de la Machine à Genève, comme celle des frères Born, industriels argentins enlevés en septembre 1974 par les Montoneros et libérés contre 60 millions de dollars. Cette dernière affirmation relève de l'amalgame pratiquée avec grossièreté par la dictature argentine qui cherche, à travers l'affaire Revelli-Beaumont, à déconsidérer l'opposition d'extrême gauche.

PC-PS (suite)

Dans un éditorial de « l'Humanité », hier matin, Roland Leroy revient sur le débat PC-PS en propos de la défense nationale. Il estime que les déclarations de François Mitterrand sur un référendum en matière d'armement nucléaire sont contradictoires avec les positions des négociateurs socialistes lors de la réactualisation du Programme commun sur le sujet.

Le directeur du quotidien communiste rappelle que son parti « veut aller au gouvernement avec ses alliés », mais « pour un objectif : le changement ». Il ajoute que, si la perspective d'un référendum était admise par les partis de gauche « les élections de 1978 ne serviraient à rien, car il faudrait les recommencer à chaque fois que des problèmes importants se poseraient ».

Citant enfin « le Figaro » qui rapporte l'opinion personnelle de François Mitterrand — « une expérience de gauche en France ne peut réussir que dans une Europe occidentale fortement accrochée aux Etats-Unis » — Roland Leroy n'évoque aucun désaccord explicite du PC sur le fait de rester dans l'Alliance atlantique : « Sur ces questions, il subsiste entre les partis de gauche une divergence importante. »

COMMUNIQUE DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Dans un communiqué remis à la presse jeudi soir, le Syndicat de la magistrature, « sans préjuger des décisions qui seront prises à l'audience des flagrants délits du 6 août à Bourgoin », constate « qu'encore une fois a été utilisé l'article 314 du code pénal, dit loi « anticasseurs », qui a introduit en droit français une véritable responsabilité pénale collective plus proche de la décapitation que des principes judiciaires ».

D'autre part, le syndicat constate que « la liste des inculpés qui vont être déférés à l'audience des flagrants délits répond en particulier, selon les critères de nationalité, à la désignation, faite a priori par les représentants du gouvernement, des responsables d'éventuels incidents ».

En conclusion, le Syndicat de la magistrature déclare constater également « que la loi « anticasseurs » apparaît comme le moyen de constituer a posteriori les preuves du bien fondé des décisions prises en matière de maintien de l'ordre et de faire ratifier par la justice les choix politiques qui ont guidé ces décisions ».

(1) Chez José Beresguer, 27, boulevard Lénine, 69200, Vénissieux. Tél. : (78) 70.74.52. CCP : Serge Blanc, 6 022 62-Lyon.

(2) Permanence de 18 h à 20 h, local de Libération-Lyon, 48, rue Burdeau, Lyon 1^{er}. Tél. : (78) 27.26.93.



ENLUTTE

Débat Barre-Séguy ?

Georges Séguy a réaffirmé, jeudi soir, « que les mesures prises par le gouvernement étaient inefficaces et que de toute façon, le plan Barre était incompatible avec une situation de plein-emploi ».

Séguy a ensuite justifié le refus des syndicats CGT du Finistère (cf. « Rouge » du 5/8/1977), de rencontrer Barre, par un « refus de discussions stériles ». Par contre, il a proposé de rencontrer le Premier ministre et de débattre publiquement avec lui de l'emploi des jeunes. Apparemment, ça ne lui paraît pas contradictoire.

Séguy a ensuite pourfendu Christian Beullac, qui « dégrade la fonction de ministre du Travail » en organisant la chasse aux faux-chômeurs.

Pas d'affichage syndical au GAN

A la direction du Groupe assurances nationales, on ne plaisante pas : deux délégués syndicaux sont actuellement traduits devant le conseil de discipline pour affichage syndical. Un rassemblement de soutien et de solidarité, organisé par les syndicats CGT de l'assurance, s'est tenu, jeudi, devant le siège du GAN à Paris. Une délégation des travailleurs du « Parisien libéré » et une délégation du PCF étaient également présentes.

Montefibre : le sabotage

« Les installations ultra-modernes de l'usine de textiles artificiels de Montefibre (Vosges) risquent d'être définitivement détruites si des mesures ne sont pas prises dans les heures qui viennent », affirme la CGT et la CFDT dans un appel national. La fermeture de l'usine est prévue pour le 22 août et elle entraînerait le licenciement de mille trente-neuf travailleurs. Dès que la décision a été connue, les travailleurs ont assuré l'occupation de l'usine.

Mais désormais, l'approvisionnement en fuel des colonnes de polymérisation ne peut plus être assuré, ce qui signifie, à court terme, la solidification des matières liquides formant les fibres synthétiques et la destruction totale des installations. Pour éviter ce gâchis avant même que des négociations soient entamées, une délégation s'est rendue hier au ministère de l'Industrie (l'Etat détenant une partie du capital de l'usine) et s'est heurtée à une fin de non-recevoir.

On se trouve bien en présence d'une véritable entreprise de sabotage, organisée de concert par le patronat et le gouvernement pour mettre les travailleurs devant le fait accompli et fuir leurs responsabilités.

« Parisien libéré » : reprise de la lutte ?

Dans un communiqué daté d'hier, l'intersyndicale du Tivro CGT annonce que « si le gouvernement ne met pas un terme à ses attermoissements dans l'affaire du « Parisien libéré », il n'y aura pas d'autres moyens que d'engager de nouvelles actions dans l'ensemble de la presse, impliquant des arrêts de travail, pour les premiers jours de la semaine prochaine ».

Les menaces du Cid-Unati

François Admetla, secrétaire départemental du CID-UNATI, a été libéré hier soir à Lyon. Il avait été arrêté à la suite de l'enlèvement de 4 000 dossiers à la caisse de retraite de Lyon ; il a été condamné à quatre mois de prison avec sursis et 5 000 F d'amende.

Les membres du Cid-Unati avaient annoncé leur décision de « passer à l'action », si F. Admetla n'était pas libéré le 5 août au soir. Ils prévoyaient, entre autres, « les barrages routiers et l'occupation des caisses de retraite du Rhône ».

Puisqu'on vous dit qu'il n'y a pas de relations de cause à effet !



La politique du pouvoir en Lozère

LA DESERTIFICATION

Le barrage de Naussac est en soi un scandale qui aura comme conséquence de noyer l'une des vallées les plus fertiles d'un des départements les plus pauvres de France. Mais il ne fait que s'inscrire dans une politique délibérée des gouvernements qui se sont succédés depuis vingt ans. Transformer la Lozère en zone touristique, après

l'avoir vidée de ses forces vives, tel est l'objectif avoué.

Notre correspondant rappelle ci-dessous la situation économique de la région et les perspectives de « désertification » qui s'ouvrent aux jeunes Lozériens. Le mot d'ordre « Vivre et travailler au pays » y prend donc soudain une résonance particulière...

Mende : de notre correspondant

Si le barrage de Naussac devient un jour opérationnel, c'est la mort de tout le pays alentour. La petite ville de Langogne ou des villages comme Auroux disparaîtront progressivement de la carte. Déjà, ces dernières années, une dépopulation importante

a caractérisé l'évolution démographique de cette partie du département. Langogne, par exemple, est la seule ville de toute la Lozère qui, depuis deux ans, a vu décroître son nombre d'habitants. Entre les deux recensements de 1968 et 1975, elle avait perdu 8 % de ses habitants.

Or, sur le plan agricole, Naussac est l'une des vallées les plus fertiles du département. 970 hectares de la

surface agricole utile (prairies et terres labourées) disparaîtront, soit 70 % des terres expropriées, dans une Lozère qui n'a que 56 % de surface agricole utile sur l'ensemble de sa superficie. De plus, la densité de bovins dans la commune de Naussac est de 1,28 à l'hectare, alors que, sur l'ensemble du département, elle s'élève à 0,40.

Les notables locaux évoquent, en

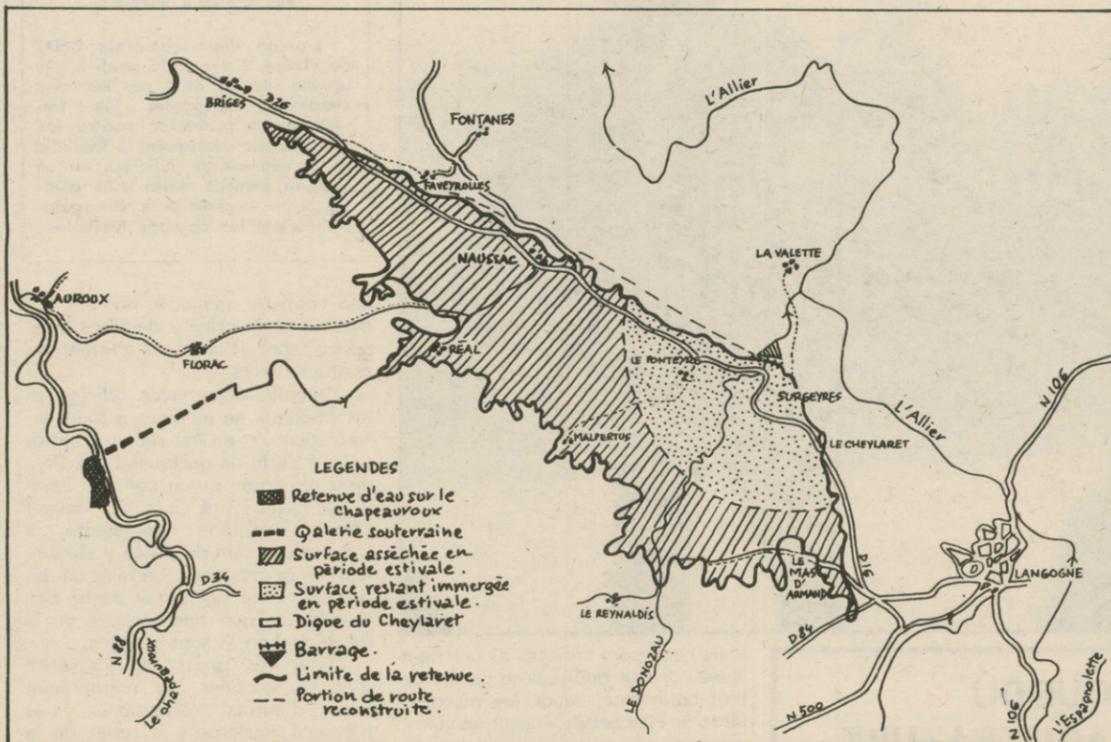
contre partie, les possibilités touristiques de la région. La politique du pouvoir consiste, en effet, à liquider une économie agricole pour la remplacer par une « touristification à outrance ». A côté d'une agriculture capitaliste faite de quelques gros paysans, le reste de la population n'aura pour avenir que de grossir le nombre des travailleurs des villes, et surtout, celui des chômeurs.

Les petits paysans sont voués à l'exode face à la baisse de leurs revenus. Il est impossible pour la majorité d'entre eux de s'agrandir pour survivre comme le leur impose le système de concurrence et de profit. Les terres sont inaccessibles par leurs prix. Elles augmentent de 25 % par an. Les priorités, par l'intermédiaire de la Safer, sont données à un certain nombre de moyens paysans pour qu'ils deviennent des « gros », et exploitent ainsi des fermes rentables. En outre, de nombreuses terres sont en friche, gelées par des héritiers jaloux de leurs biens : la spéculation foncière va bon train. Il est donc impossible pour les jeunes de s'installer, pour les fils de petits paysans comme pour les paysans sans terre, d'autant que les fameuses primes d'installation sont très rares. Les nouveaux Cévenols pourraient être plus nombreux. Ainsi les jeunes sont voués à l'exode car, en Lozère, on ne trouve aucune possibilité d'emploi.

Et puis, on ne leur offre aucun cadre de vie sociale et culturelle. A l'isolement que subissent les travailleurs lozériens, et, en particulier, ceux des campagnes, la bourgeoisie locale répond en disant qu'il faut développer les communications. Certes. Mais est-ce suffisant de proposer d'ouvrir d'immenses artères et même une autoroute ? Comme ce pouvoir est « démocrate », il laissera bien sûr aux élus lozériens le choix du passage : ils pourront ainsi se disputer pour se l'accaparer. Mais rien ne sera toujours fait pour les jeunes : aucune maison de jeunes, aucun équipement collectif d'accueil, d'animation ; aucune politique culturelle.

Faire de la région une zone désertique, tel est le choix du gouvernement. Les travailleurs pressurés pendant onze mois pourront venir y reconstituer leur force de travail. On leur parlera même d'écologie et les industries de loisirs y trouveront leur compte.

Le programme du week-end



- Samedi 6 août.
 - Accueil le matin.
 - 14 h : installation des stands.
 - 18 h : chansons, musique.
 - 21 h : meeting avec les représentants des municipalités de la région et des interventions de VVAP, des comités antinucléaires, des paysans de Villerest, des paysans du Larzac et de plusieurs personnalités.
- Dimanche 7 août.
 - Matin : forums-débats sur : le nucléaire, l'aménagement, la justice, l'eau. Le père Cardonnel dira une messe sur l'herbe vers 10 h.

- 14 h : meeting des organisations locales : associations de défense, CDJA, CFDT, comité Larzac, comité Naussac du Puy.
- 15 h : marche vers le lieu du barrage.
- 21 h : musique.
- Attention : assemblée générale des militants et des sympathisants de la LCR, le samedi, à 16 h, près du stand.
- Amener tente, duvets, vêtements chauds et de pluie. Il fait frais à 1 000 m d'altitude...
- Pour en savoir plus sur Naussac : « Naussac : barrage du capital », une brochure de la LCR (1F), en vente au stand de la LCR lors de la marche.

ITALIE

Vive le rite parlementaire

Lucio Libertini anima, au début des années soixante, alors qu'il était membre de la gauche du PSI, un débat sur le contrôle ouvrier et la stratégie révolutionnaire, en opposition à la voie italienne au socialisme du PCI et au réformisme de son propre parti. Lors de l'entrée du PSI dans le centre-gauche, il quitta ce parti et fonda le PSIUP. Il produisit à cette époque de virulents pamphlets contre le crétinisme parlementaire de la gauche italienne.

Mais les temps changent et, après ses errements centristes, il est entré au Parti communiste italien avec une majorité du PSIUP. Il a été récemment chargé, probablement pour rendre le Parlement plus proche du peuple, de présenter cette institution. Il a commis à cet effet un petit opuscule et nous ne pouvons résister à la tentation de vous présenter l'extrait ci-dessous.

En autres considérations, Libertini consacre une longue et savoureuse tirade à ces petits rien qui font un grand Parlement : « Un certain rituel est en effet opportun, nécessaire même : il consacre l'objectivité de certaines règles, il offre des garanties à tous, il implique une sévérité des coutumes et de la méthode. Je choisis au hasard. L'utilisation du « vous », même entre vieux amis, quand on intervient dans le débat ; l'obligation du port de la cravate et de la veste ; même l'étrange appellation de « onorevole » (votre honneur) durant les sessions officielles ; le respect sacré des horaires et le respect minutieux, parfois byzantin du règlement.

« Tout ceci peut paraître bizarre, ridicule, inutile, mais ça ne l'est pas. Un Parlement où les députés et les sénateurs seraient en bras de chemise, se tutoieraient et se donneraient des claques dans le dos, commenceraient les réunions avec les retards désormais traditionnels dans les partis et les syndicats, deviendraient une assemblée sauvage et perdrait son caractère d'institution ; elle ne serait plus le lieu objectif d'une confrontation. La forme est parfois substance. On souriait parce que Togliatti endossait son costume bleu pour prononcer ses discours à la Chambre et on s'est émerveillé parce que c'est justement Ingrao (président communiste de la Chambre des députés, NDR.) qui a réinstauré de façon très sévère le port de la cravate : mais il faut réfléchir sur le fait que ces petits particularismes sont une façon d'imposer le respect du Parlement, et ils viennent d'un groupe politique qui, par sa discipline, son homogénéité, sa présence, assure aujourd'hui, comme chacun le reconnaît, les conditions essentielles pour que les deux Chambres fonctionnent » (Lucio Libertini, *Quale Parlamento?*, Einaudi 1977).

Quel double aveu ! Le représentant du patron et celui de l'ouvrier portent cravates et costumes, sont chacun affublés du traditionnel « onorevole » et l'Assemblée devient un lieu « objectif de confrontation » entre députés « égaux » ! Libertini ne pouvait pas mieux révéler la mystification de la démocratie bourgeoise dont son parti représente, comme il le dit à la fin, le pilier le plus solide ! Du crétinisme parlementaire qu'il décriait tant au cours des années soixante, Libertini donne aujourd'hui dans le crétinisme pur et simple.

A. L.



IRLANDE

La reine d'Angleterre à Belfast

DRAPEAUX NOIRS POUR ELISABETH

Le jubilé de Diamant de la reine Victoria, en 1897, fut l'occasion, en Irlande, de la première expression publique du renouveau du mouvement nationaliste. Dans le Comité contre le jubilé d'une part, et dans le Comité pour la commémoration de la révolution de 1798, républicains de gauche et socialistes se retrouvèrent pour faire de la visite royale à Dublin, une vaste manifestation anti-impérialiste.

C'est James Connolly, le dirigeant marxiste-

révolutionnaire, qui proposa de déployer dans toute la capitale irlandaise des drapeaux noirs et avança le mot d'ordre « A bas la monarchie, vive la République ! ».

Le jubilé fut donc troublé par l'agitation populaire, manifestations de rues, affichages massifs et des grèves de secteurs dont la plus spectaculaire fut celle des travailleurs municipaux qui organisèrent des coupures d'électricité...

Quatre-vingt ans plus tard, les drapeaux noirs flotteront, en signe de défiance, dans les quartiers catholiques de Belfast, contre le passage d'Elizabeth II qui sera en Irlande du Nord, pour célébrer son jubilé, les 10 et 11 août. Le 9 août étant chaque année le jour de commémoration de l'internement et des camps de concentration, en 1971, inutile de préciser que tous les nationalistes irlandais ressentent cette visite comme un affront...

C'est le Comité d'unité anti-impérialiste, qui a proposé d'arborer le drapeau noir et d'organiser une série de meetings dans le Nord. Il regroupe trois petites organisations révolutionnaires, le People's Democracy, l'Independent Socialist Party (scission de l'Irish Republican Socialist Party, dont Bernadette Devlin/Mc Aliskey est le membre le plus connu) et le Movement for a Socialist Republic (section irlandaise de la IV^e Internationale).

Ce comité a mené, ces dernières semaines, une agitation relativement importante autour de l'arrestation du secrétaire général de People's Democracy, John Mc Nulty, accusé d'avoir été en possession de manuels d'entraînement militaire...

Les deux organisations principales de la résistance, Sinn Fein provisoire et l'Irish Republican Socialist Party, ont décidé d'organiser des manifestations, mais surtout dans les comités de masse qu'ils organisent généralement unitairement. Leurs ailes armées, l'IRA provisoire et l'Irish National Liberation Army, ont mobilisé toutes leurs unités, et il est prévisible qu'une offensive, limitée dans le temps, va marquer les célébrations du jubilé en Irlande du Nord, bien que la reine ait décidé de restreindre sa visite à l'université de Coleraine et à une réception sur son yacht, le Britannia.

Aussi, le gouvernement britannique vient-il d'envoyer des unités SAS pour assurer la sécurité de la famille royale. Les loyalistes, de leur côté, se sont mobilisés pour lancer des actions de représailles contre les ghettos nationalistes et « prouver ainsi leur fidélité à la couronne »... Ruairi O'Conaire

On a volé la casquette de Freud

Après Malville, le terrorisme international vient de frapper à nouveau à Vienne : le musée Sigmund-Freud a en effet enregistré le vol de la casquette du grand-père de la psychanalyse. Pour les penseurs qui expliquent la révolte de la jeunesse par l'incapacité de la famille (et du père notamment) à jouer son rôle, voilà qui va permettre de démarrer de nombreux travaux scientifiques. Montre-moi ta casquette, je te dirai qui tu es...

ET POURTANT ELLE TOURNE

Alger : victoire dans les transports

Les travailleurs de la Régie syndicale des transports algérois se sont mis en grève de 24 heures contre le blocage des salaires, pour la défense de leur section syndicale UGTA et pour la démission de leur directeur.

Après une manif avec les bus dans les rues d'Alger, ils viennent d'obtenir satisfaction sur toutes leurs revendications, y compris la démission du directeur.

Correspondant

Irak : exécution de dix Kurdes ?

Selon le comité suisse d'aide humanitaire au peuple kurde, dix Kurdes auraient été exécutés en Irak. Les victimes auraient subi de nombreuses tortures avant de passer devant un tribunal d'exception. Les corps mutilés auraient même été vendus 100 dinars irakiens aux familles. Un rapport a été remis à la division des droits de l'homme de l'ONU relatant les faits.

Grève dans les mines de cuivre au Pérou

Après la grève nationale du 19 juillet dernier, le gouvernement péruvien a pris un décret-loi autorisant les entreprises publiques ou privées à licencier les « meneurs » de cette journée. C'est en vertu de ce décret-loi que la direction (américaine) de la Southern Peru Copper Corporation à Toquepala a licencié dix dirigeants syndicaux. Les 3500 travailleurs du gisement de cuivre se sont mis en grève mercredi contre cette mesure. Le gouvernement, qui déclare la grève illégale, leur a donné (comme c'est gentil) 24 heures pour reprendre leur poste.

Violents bombardements au Sud-Liban

Selon des sources israéliennes, de violents tirs de mortier et d'artillerie ont été déclenchés par les fedayines contre les forces phalangistes au Sud-Liban dans la nuit de jeudi à vendredi. Cet accrochage, qui est un des plus violents de ces derniers jours, aurait fait plusieurs blessés du côté des phalangistes. Le village libanais de Marjayoun, pris entre deux feux, s'est vidé de ses habitants, et ceux-ci ne sont pas allés travailler en Israël où ils sont employés.

Contacts entre les Etats-Unis et le PCE

Un fonctionnaire de l'ambassade américaine a déjeuné, il y a quelques jours avec l'un des avocats du PCE, en vue d'une rencontre plus officielle. Cette rencontre pourrait être le prélude à un éventuel voyage officiel d'un représentant du PCE aux Etats-Unis. Le PCE était le seul parti communiste européen à n'avoir jamais eu de contact avec des représentants de la diplomatie américaine.

Bhutto participera aux élections d'Octobre

En annonçant la décision de son parti, le Parti du peuple pakistanais, de participer aux élections d'octobre prochain, sans conditions préalables, Zulfikar Bhutto, ancien Premier ministre déposé le 5 juillet dernier par un coup d'Etat militaire, reconnaît de fait le nouveau régime. En effet, si celui-ci avait décidé de boycotter la consultation électorale, il aurait contribué à la vider de son sens.



Poème extrait de « Feuilles mortes » (1890), par le poète anarchiste Victor Compas, sur le jubilé de Victoria.

A LA REINE

Pour l'Irlande opprimée...

Belle Victoria, mettez vos diamants,
Mettez votre riche couronne,
Vos perles de saphirs, vos rubis éclatants,
Mettez des fleurs à votre trône !

Femme, resplendissez dans vos plus beaux atours,
Révoltez-vous contre la Peine !
Ressuscitez, plaisirs, ressuscitez amours,
C'est le jubilé de la Reine !

Entendez-vous un cri de malédiction ?
Voyez-vous la hache qui pleure ?
C'est le cri de l'Irlande en Révolution ;
Justice ! Ou que la Reine meure !

Juillet 1887.

STAGES POUR ETUDIANTS ET LYCEENS

La Ligue communiste révolutionnaire organise des stages de formation ouverts aux étudiants du 19 au 23 septembre et du 26 au 30 septembre et aux lycéens du 5 au 9 septembre. Lecteur régulier de « Rouge », sympathisant de la LCR, ce stage te concerne. Envoie un bulletin d'inscription à François Olivier, 10, impasse Guéméné, 75004 Paris. Indique ta ville.





C'EST ARRIVE PAR LA POSTE

L'« action » du PCF sur TF 1

« Vous qualifiez cette action de bourde politique monumentale. Il est évident pour tout le monde que la presse bourgeoise dans sa totalité n'allait pas passer une telle occasion pour brandir l'étendard de l'anticommunisme : Français, Françaises faites gaffe aux socialo-communistes ! Goulag, exécutions, etc. L'intérêt d'une telle campagne a si peu de temps des législatives est évident pour tout le monde. (...) A moins que le PCF n'ait pas vraiment envie de gagner les élections législatives. Cette idée, quand elle m'est venue, m'a paru stupide, mais à bien y penser, elle me semble la seule à pouvoir expliquer un tel geste. Peut être que pour le PCF la participation à un gouvernement d'Union de la gauche, dans une telle conjoncture politique et économique n'est pas une perspective très réjouissante : le PCF sait qu'en tant que membre d'un gouvernement réformiste, il sera obligé de prendre un certain nombre de mesures anti-ouvrières qui terniront son image de marque au sein de la classe ouvrière et qui risqueront de faire se grossir les rangs de ceux qui... ne font pas confiance à l'Union de la gauche (et qu'on révélé les résultats des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » des élections communales). (...) »

J.-M.S. Nancy



16 pages

Rouge, il faut le répéter une nième fois, ne doit pas mourir : ce serait une atteinte à la liberté de la presse (par moyens économiques interposés, pensez donc à Herant...), et, surtout, un coup sévère porté au mouvement révolutionnaire, LCR et autres. Rouge doit passer l'échéance de janvier 1978 renforcé, non seulement sur le plan financier par le biais de la souscription et des prêts, mais aussi du point de vue rédactionnel (je pense à la rubrique culture qui ne compte plus ses ennemis, mais aussi à la rubrique internationale, si bien traitée (comparez avec Libération !) qu'il en faudrait quatre pages, au « politique et social », pas encore assez développé du côté des luttes... bref : il nous faut un Rouge de seize pages pour attendre de pied ferme mars 1978 bien sûr, et toute la suite, gauche au gouvernement ou non.

Pour les camarades qui sont sur les côtes comme pour ceux qui parcourent les montagnes, 50 ou 100 F seront mieux placés dans la caisse du quotidien révolutionnaire que dans celle d'un marchand de souvenirs miteux. Le jeu en vaut la chandelle.

Pour vaincre, il vous faut, il nous faut encore du courage, beaucoup de courage.

Salutations communistes, Un sympathisant Chevreuse



Le festival de Martigues

BONJOUR, VENISE PROVENÇALE

Martigues sur la pellicule

La soirée pré-festival, dimanche dernier, était formidable. « Tout Martigues fait du cinéma. » C'est la chronique par films amateurs ou autres de décades de l'histoire martigale, qu'a rassemblée un collectionneur, passionné de la ville, « monsieur Prosper ». Tout le monde reconnaissait son voisin ou lui-même sur l'écran et devançait le commentaire improvisé du maire. Et puis un film inconnu, avec Fernandel et Carette, tout plein de guimauve, mais tourné à Carro, à deux pas d'ici. On avait l'impression de connaître tout le monde sur l'écran.

Mardi, le festival s'est ouvert avec le conservatoire de musique occitane de Toulouse et le dernier spectacle de la Carriera *Dans le lit du Rhône*. C'est une farce drôlatique et souvent sinistre sur la mort du grand fleuve, rongé par l'effrayant microbe ; le « mortibus » qui se nourrit de la mort des autres. Beau spectacle bilingue : Madame Pissagoutte parle occitan et l'aveugle « EDF » parle français. Après la pièce, la Carriera présente un montage de chansons, de textes et de sketches sur « Lou rose ». A deux pas de lui, la chanson disait : « Si le Rhône meurt, c'est que nous mourons un peu. Ou alors que nous avons un cœur de pierre. »

M.S.

« Adieu, Venise provençale... », la voix du chanteur entonne le vieil air et toute la salle rit de plaisir, l'encouragement en reprenant le refrain. Les enfants battent des mains et monte dans le cœur un trop plein d'émotion qui vous chavire et noie les yeux. Les mains s'étreignent dans la pénombre et à la fin éclate un formidable « Lip, solidarité ». C'était en 1973 à Marseille et le chanteur, un Lip, nous exprimait ainsi son émotion de l'accueil fait à leur délégation.

Cette célèbre Venise provençale est Martigues, la perle de l'embouchure de l'étang de Berre, une ville dont on lit l'histoire par celle de ses ponts. Du premier pont tournant, un peu souvent en panne, au gigantesque viaduc qui enjambe toute la ville et la domine.

Martigues. La vieille ville est au bord de la zone de Fos. Son cœur, l'île, est maintenant cerné de quartiers innombrables qui escaladent les collines en tous sens, tours multicolores ou grises, battues par le mistral, peuplées de toutes les nationalités qui travaillent dans notre région : immigrés du Maghreb, Portugais, Lorrains déracinés et Italiens installés de longue date, Espagnols se mélangeant au Partegeaux de souche.

« Festival populaire »

C'est cette mosaïque que le « festival populaire » de l'an dernier voulait montrer. Et le mélange a réussi. Les Maghrébins de l'île ont assisté au festival car leurs spectacles

étaient présents. Mais ils ont vu aussi autre chose, car les soirées étaient douces et les Napolitains, le groupe théâtral des banlieues ouvrières de la cité italienne, parlent une langue universel.

Et les spectacles sont gratuits ou ne coûtent que 10 F, cette année comme l'an dernier.

Idir, le chanteur berbère viendra d'Algérie pour chanter. Sarah Alexander, chanteuse israélienne sera là aussi. L'Amicale des Algériens en Europe n'a pas beaucoup apprécié, mais tant pis.

Le Théâtre de l'Olivier jouera les Paysans et le Gruppo operaio e zezi reviendra sur la place Mirabeau et à Saint-Mitre. Les chanteurs portugais (pas José Afonso qui est malade, mais Luis Cilia) succéderont aux Occitans et aux Catalans. C'est dire qu'il ne s'agit pas de présenter seulement de « bons » spectacles, mais de présenter des cultures vivantes, enracinées dans les traditions populaires.



TURQUIE
Jeune fille, 27 ans, cherche groupe restreint pour partir mois de septembre, Turquie avion ou stop, sac au dos ou voiture, participation au frais.
Tél. Annie 959.22.65.. le soir.

Les contes

C'est autour du conte que le festival, cette année, veut réunir. Vieux conte comme Ulysse que présentera l'extraordinaire Théâtre de la Liberté (ceux qui avaient donné le Nuage amoureux) ou conte redécouvert, comme l'histoire du Rhône que raconte le Théâtre de la Carrière.

Les lieux mêmes où nous emmène le festival ravivent les contes. Le sable de la plage de la Couronne, devant la Méditerranée, pour deux représentations d'Ulysse, le canal de Martigues pour les marionnettes aquatiques et le rite de la bête que présente Risorius, ou encore la criée à Carro.

On va croire, à la lecture, que l'auteur est payé par l'office municipal soci-culturel (OMSC) ou directement par la municipalité communiste. Non, on sent simplement autre chose dans ce festival que des spectacles importés tout entier, sujets, comédiens et

Festival gratuit au lac du Salagou

Ce week-end, un festival écologique, biologique, énergétique, de musique et de politique, au lac du Salagou.
C'est gratuit. Renseignements : Association rencontre et culture, 23, rue de la Providence, 34000 Montpellier. Tél. 72.58.69.

On a trouvé ça dans « Charlie hebdo »



Wolinski a viré sa cutie. Wolinski vieillit. Wolinski est devenu célèbre. Wolinski n'est plus très drôle. Wolinski dessine en première page de « l'Humanité ». Wolinski est-il un opportuniste ? Wolinski est devenu réaliste-socialiste. Wolinski dessine maintenant comme un flic. Wolinski s'est surpassé sur Malville. Wolinski explique le « complot » contre le progrès et les « organisations démocratiques » à Kanapa. Wolinski s'est infiltré dans « Charlie hebdo ». Wolinski n'a que mépris pour les grands bourgeois de Mai 1968, de Malville, de Naussac et du Larzac. Wolinski finira par nous traiter de « Juifs allemands ». Wolinski devrait changer de nom.

En pays Catalan, de ce côté-ci des Pyrénées PERE FIGUERES chantera avec Maryvonne ce soir à 21 h à MAUREILLAS, au profit de la bressola

SOUSCRIPTION



Ancien total	599 362,39
Nouvel avoir	2 945,00
Nouveau total	612 307,29
Anne, Paris XIII*	55,00
« Pour l'espoir », V. O., Saint-Amand-Tallende	200,00
J. B., Champigny-sur-Marne	30,00
Diffuseurs de Clermont	100,00
LCR, Riom	50,00F
GT Langres : « Bonne chance »	150,00
M. H.	10,00
Deux enseignants, Sablé	100,00
Chômeurs de luxe en attente prolongée	100,00
Jutier, PSU	2 000,00
J. C. et N. F., couple militant CCA-OCI	100,00
Waterloo, Montpellier	50,00
Gilbert, Nantes, en vacances à l'île de Ré	100,00

• Chèques à l'ordre de la SPN et à l'adresse du journal

• Nous demandons au camarade venu le 22 juillet au nom d'un commerçant d'Amiens de passer d'urgence au journal au début de la semaine prochaine.

LE TEMPS AUCOURD'HUI

TEMPS PREVU LE 06 08 77 VERS MIDI

METEOROLOGIE NATIONALE AFP TELEPHOTO



Ce soir à 21H 30 sur FR3

LE CHOC DES CULTURES

Messages, mélodies de la Transamazonienne

Obligées par leur cahier des charges de diffuser chaque année 30 heures de programmes de l'Institut national de l'audiovisuel (douze heures en ce qui concerne TF1 et Antenne 2, six heures pour FR3), les chaînes rechignent et les diffusent en été, quand personne ne regarde la télévision. Il est vrai qu'une

série telle que « le Choc des civilisations », produite par Louissette Neil et Thierry Garrel (tous les samedis sur FR3 à 21 h 30) a peu de choses à voir avec la télévision chewing-gum qu'on veut nous faire avaler. Dans l'entretien qui suit, Thierry Garrel nous présente la série

Entretien avec le producteur Thierry Garrel

• Comment est né « le Choc des cultures » ?

— Nous nous occupons à l'INA d'un chantier de recherche sur la communication... Il se trouve que nous avons coproduit ces derniers mois, avec des petits producteurs ou des instituts de cinéma étrangers, cinq documentaires de 90mn (ce qui est un standard plus « cinéma » que « télévision »). Ces documentaires, bien que très différents, avaient une parenté, se répondaient. Aussi nous les avons proposés, sous forme de « série », aux chaînes, dans le cadre des relations contractuelles que nous avons avec elles.

nisée autour d'une idée précise ?

— Oui, c'est une interrogation, à mi-chemin entre la culture et la politique... On part de l'Occident, de ses traditions, du christianisme (Terra de Abril)... A partir de là, le thème qui se développe, c'est celui de la colonisation, de la monocivilisation occidentale qui se répand. Il y a une émission sur la progression de la route transamazonienne au Brésil, une autre sur l'extermination des Indiens (toujours en Amazonie), la quatrième porte sur les Indiens du Nord-Canada. Et on aboutit à la cinquième, sur le Mozambique, avec une remise en question de la civilisation occidentale, basée sur une certaine rationalité scientifique et une certaine exploita-

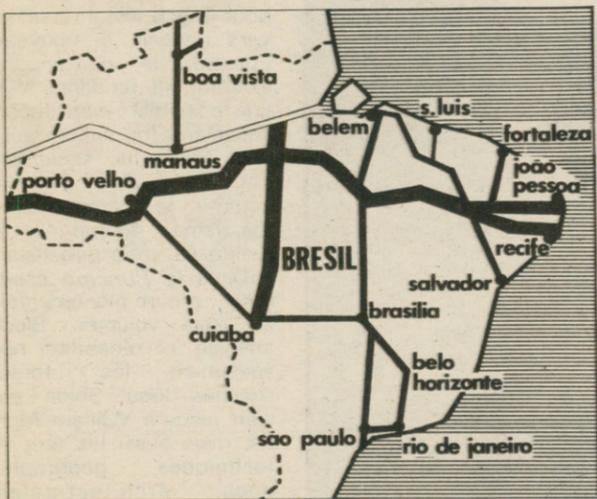
tion économique. Ces émissions se répondent. Dans le premier film, on voit un mystère chrétien... dans le dernier, une sorte de « passion » révolutionnaire.

• Les gens du Frelimo interpellent les Portugais...

— Oui, ils disent : « Et maintenant, qu'est-ce qui va se passer au Portugal ? » En supposant un spectateur motivé, qui regarde les cinq émissions, l'ensemble constitue un dépassement des particularités de chaque problème. Il y a un discours politique, mais qui est sous-jacent, qui n'est pas de la politique « politicienne ».

Au niveau du rapport entre l'image et le discours, il y a basculement d'une émission à

l'autre. Sur le problème des Indiens par exemple. *La Transamazonienne*, c'est le point de vue des colons qui occupent les terres, qui sont eux-mêmes des objets qu'on transporte : les paysans pauvres du Nord-Est du Brésil. L'Indien est absent. *La Guerre de pacification*, au contraire, c'est ce qui arrive aux Indiens, l'élimination de leur culture, le parquage, simplement montré à travers des images. *Le Goût de la farine*, c'est la même chose au Canada, mais là c'est du discours, c'est-à-dire les Blancs qui s'interrogent sur ce problème-là. L'ensemble de notre chantier sur la communication, pas seulement cette série-là, c'est aussi cette interrogation sur ce qu'on pourrait appeler « le cinéma du réel » : qui parle et de quel endroit ?



La Transamazonienne, une spectaculaire trouée de 5 400 kilomètres, de la côte atlantique à la frontière péruvienne. La plateforme de la route est large de 9 mètres.

L'AMAZONIE

L'Amazonie, située dans le nord du Brésil, a été depuis le XIX^e siècle un point d'attraction de puissances colonialistes, notamment des Etats-Unis. Il s'agissait de tirer le maximum à la fois des ressources de la forêt tropicale (le bois et le caoutchouc) et des gisements importants de fer, bauxite, manganèse, étain, nickel, etc.

Jusqu'à aujourd'hui, l'économie de la région est basée sur l'exportation des matières premières vers les provinces riches du Sud et vers les pays impérialistes, tandis que les populations locales, exclues du marché régional et national, pratiquent une agriculture de subsistance.

A partir du coup d'Etat militaire de 1964, les responsables de la dictature accordent des concessions d'exploitation aux entreprises étrangères, ce qui a permis l'installation de plusieurs groupes économiques, surtout américains, dans la région. Des groupes étrangers ont effectué des achats de terre considérables, avec la complicité des capitalistes brésiliens : les seuls Américains ont acheté environ 300 000 kilomètres de terres (plus de la moitié de la superficie de la France !).

Or, ces terres étaient occupées auparavant par plusieurs tribus d'Indiens et par les posseiros, des agriculteurs pauvres qui exploitent la terre sans titre de propriété et qui sont obligés de partir dès que les grands propriétaires reviennent. Les expulsions ont provoqué des tensions sociales extrêmes. Les propriétaires fonciers n'hésitaient pas à massacrer des tribus entières et à réprimer brutalement les posseiros (destruction des récoltes, incendies des maisons, abattage de force du bétail).

Malgré la violence des forces policières et des bandes privées, les Indiens et les posseiros résistent avec acharnement. Dans les Etats de Pará et Mato Grosso, les posseiros ont défendu leurs terres, armés à la main. Du côté des Indiens, trois assemblées des chefs indiens ont eu lieu en 1974, 1975 et en 1977, cette dernière avec 140 participants. « Nous devons être nous-mêmes les auteurs de

notre destin et non la Funai (Fondation nationale de protection des Indiens) ou les missionnaires. » « Nous allons lutter toujours, coûte que coûte. Nous devons défendre ce qui est à nous », déclare le chef Bororo. Des secteurs progressistes de l'Eglise ont joué un rôle négligeable dans la prise de conscience et l'organisation des populations.

Un projet stratégique de la dictature

A ces conflits nés des concessions faites à l'exploitation des ressources du sous-sol et des « appropriations » des terres par des riches propriétaires étrangers et brésiliens, s'ajoutent les problèmes sociaux créés par la construction de la route transamazonienne.

La dictature militaire la vante comme « pôle de développement », la présente comme « exploitation rationnelle de la terre » et remède miracle aux populations misérables du Nord-Est. Un véritable courant migratoire a été organisé par l'Incra (Institut national de colonisation et réforme agraire) dont l'objectif était d'installer 100 000 familles entre 1970 et 1974 dans les terres situées au bord de la route. Les promesses n'ont pas manquées : attribution de terres, de maisons, des écoles, des transports, des hôpitaux, etc.

Aujourd'hui, 80 % des 4 697 familles installées à Marabá, Altamira, Itaituba attendent les maisons promises dans des bidonvilles situés le long de la route. Le nombre de personnes contaminées par la malaria a augmenté considérablement (240 cas par mois). Plus de 1 000 travailleurs sont morts pendant la construction de la route suite aux épidémies typiques du climat tropical humide : r en n'a été prévu en effet pour l'adaptation des populations sous-alimentées provenant du climat aride et sec du Nord-Est.

Voilà la toile de fond économique et sociale de l'émission de ce soir.

Rosa

• Votre série est-elle orga-

Télévision

Samedi 6 août 1977

TF 1

- 15.30 C'est loin déjà
- 15.45 Harlem Globe Trotters
- 16.10 Salvator et les Mohicans de Paris
- 17.10 Cimarron
- 18.40 Magazine Auto-moto
- 19.10 Dessin animé
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Candide caméra
- 20.00 Journal
- 20.30 Show machine
- 21.30 Sergent Anderson
- 22.25 Les grands ballets de l'Afrique noire
Emission de Silvia Monfort, enregistrée au Nouveau-Carré en 1976, avec les artistes du Niger, de Guinée, du Sénégal, de Côte d'Ivoire, de Haute-Volta... En Afrique, la danse reste sacrée, on peut tout exprimer par ce moyen-là...
- 23.15 Journal

A 2

- 15.00 L'aube de l'histoire : la déesse des morts
La préhistoire en France.
- 15.50 Sports d'été
- 17.15 Des animaux et des hommes
La réserve du Teich.
- 18.05 La télévision en Super 8
Films : *Loisirs et temps libre en Chine*, de Micheline Lucioni ; *l'Abandon*, de Jo Potier ; *Synthèse*, de Philippe Escudé.
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 En ce temps-là, la joie de vivre
- 20.00 Journal
- 20.30 Les Caprices de Marianne
Film TV, d'après Alfred de Musset.
- 22.05 Question sans visage
Devinez qui vous parle.
- 23.00 Juke box
Hard-rock, avec Led Zeppelin, Aerosmith, Deep Purple, Status Quo, Blue Oyster Cult, Doctor Feelgood.
- 23.30 Journal

FR 3

- 20.00 Les animaux chez eux : safari chez soi
Documentaire canadien de Robert Hermès, avec un commentaire de Pierre Perrault. Une faune fascinante, pas loin de chez vous : guêpes papetières, araignées, scorpions, guêpes-maçons...
- 20.30 Eleonore et Franklin Roosevelt : la rencontre
Bientôt une émission sur les amours de Pat et Richard Nixon : la prochaine fois, ce sera vachement mieux...
- 21.20 Le choc des cultures
Messages et mélodies de la Transamazonienne. Voir interview et article ci-contre.
- 22.50 Journal

Dimanche 7 août 1977

TF 1

- 12.00 La séquence du spectateur
- 12.30 La bonne conduite
- 13.00 Journal
- 13.55 L'homme qui n'en savait rien
- 14.05 Guerre et paix
- 15.10 Direct à la une
Hippisme, catch et tiercé.
- 17.10 Pierrot la chanson
- 17.40 Les combattants du désert
- 19.15 Les animaux du monde
La petite faune reptilienne de San Diego. Avec notamment un boa arc-en-ciel et des tortues géantes des îles Galapagos.
- 19.45 Journal
- 20.30 Un condé
Film français d'Yves Boisset (1970).
A voir (ou à revoir) ce bon film policier truffé d'allusions politiques qui avaient gêné à l'époque le ministre de l'Intérieur.
- 22.05 Chœur national bulgare
- 22.50 Journal

A 2

- 15.00 Le cirque Americano
- 15.55 Banjo Hackett
- 17.30 Burlesque
- 17.45 Abracadabra
- 18.35 Shazzan
- 19.00 Stade 2
- 20.00 Journal
- 20.30 Jeux sans frontières
- 22.00 La Dynastie des Forsyte
- 22.50 New York City Ballet
Le duo concertant, de Stravinsky, dans une chorégraphie de Georges Balanchine.
- 23.05 Journal

FR 3

- 20.05 Lassie
- 20.30 L'homme en question : René Barjavel
Libres propos d'un fumier réac.
- 21.30 Court métrage français
Une série d'émissions qui essayera de sortir de leur ghetto des courts métrages, souvent premières réalisations de jeunes cinéastes. Ce soir : *Noir*, de Pierre-Alain Crémieu ; *le Flipping*, de Michel Volatron ; *le Vagabond*, d'Emmanuel Cousin et Philippe Guinet.
- 22.20 Journal
- 22.30 Mam'zelle Bonaparte
Film français de Maurice Tourneur (1942), avec Edwige Feuillère et Raymond Rouleau. Amours à la cour de Napoléon III.

Comment être athée et religieux à la fois

Avec Ernst Bloch disparaît un des derniers et un des plus remarquables représentants d'une espèce de géants de la pensée en voie de disparition : celle des grands intellectuels marxistes de culture allemande, comme Lukacs, Brecht, Benjamin, Adorno et — dernier survivant — Marcuse.

Il s'agissait d'un homme d'une créativité exceptionnelle. Qu'on partage ou non ses conceptions philosophiques, éthiques et politiques (inséparables, d'ailleurs, chez lui), on ne peut qu'être frappé par le souffle qui traverse son œuvre, la grandeur novatrice de sa doctrine, l'ardeur passionnée de son engagement. C'est une pensée difficilement classable : marxiste à sa manière (très peu orthodoxe), combinant le prophétisme messianique et le matérialisme historique à doses inégales, il sort des sentiers battus et construit un système complexe et foisonnant, entièrement bâti sous le signe de l'Utopie.

Sous le signe de l'utopie

Ernst Bloch est né en 1885 à Ludwigshafen, dans une famille de cheminots. Vers 1910, dans le séminaire du sociologue allemand Simmel, à Berlin, il fait la connaissance d'un jeune philosophe hongrois : Georg Lukacs. Ce sera le début d'une amitié profonde, qui durera jusqu'à la fin des années vingt, quand une dispute sur Dostoïevsky — taxé de « réactionnaire » par Lukacs — les séparera.

Le mysticisme révolutionnaire

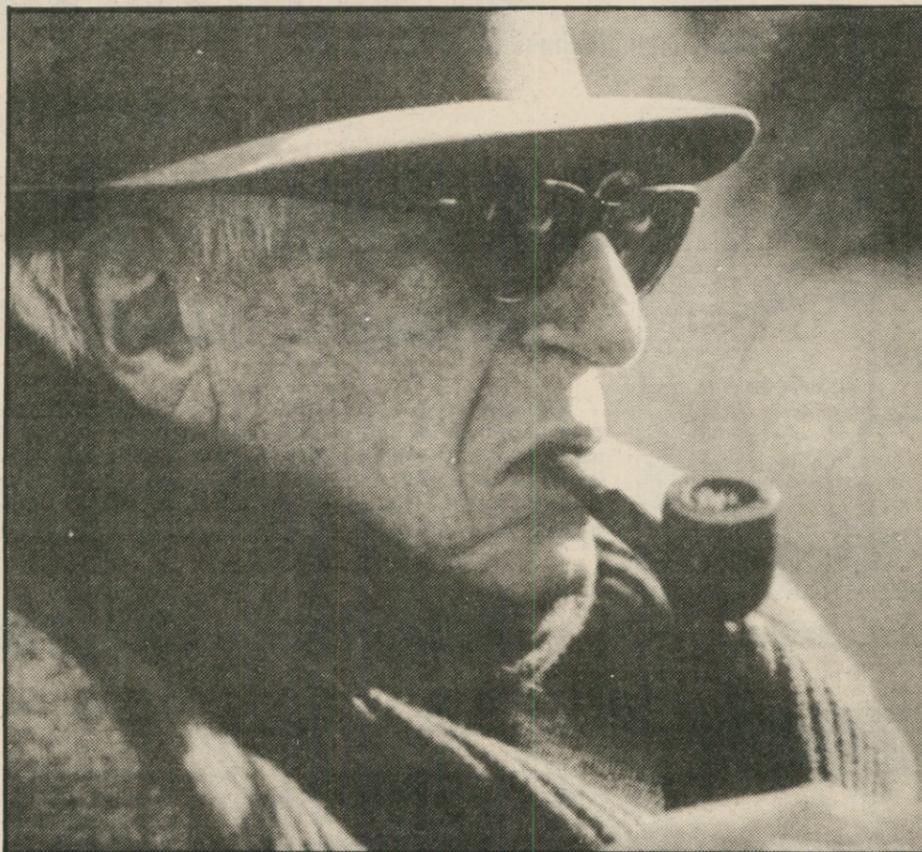
Pendant la Première Guerre mondiale, Bloch, pacifiste, se réfugiera en Suisse. C'est là qu'il écrira en 1917 son premier grand ouvrage, profondément imprégné de religiosité mystique, *l'Esprit de l'utopie*, dont le dernier chapitre s'intitule *Karl Marx, la mort, et l'apocalypse* (tout un programme !) et dans lequel il salue — c'était encore avant Octobre — le Conseil des ouvriers et des soldats russe. Sous l'impact de la révolution bolchévique de 1917, Bloch se ralliera définitivement au marxisme et deviendra un sympathisant actif du mouvement communiste.

La problématique mystico-révolutionnaire continue néanmoins au centre de sa pensée et il publie en 1921

un ouvrage remarquable sur Thomas Münzer, le dirigeant communiste hérétique (anabaptiste) de la révolution paysanne du XVI^e siècle en Allemagne, qu'Engels considérait comme un des grands précurseurs du communisme moderne. Dans ce livre, il traite la question de la violence/non-violence, très actuelle en ce moment, d'un point de vue éthico-politique. Cela est typique de toute l'œuvre de Bloch par la fusion surprenante et *sui generis* entre le langage de l'Évangile et celui de la lutte des classes.

Victime du stalinisme

Avec la victoire des nazis en 1933, Bloch, antifasciste actif et connu, est obligé de quitter l'Allemagne et se réfugie en Tchécoslovaquie. Sa sympathie pour l'URSS lui fait accepter sans sourciller la version officielle, stalinienne, des procès de Moscou. Il écrira un malheureux article — *Jubilé des renégats*, 1937 — qui compare les purges staliniennes avec les exécutions de la Terreur jacobine et les intellectuels qui rompent avec l'URSS avec ceux qui se sont détournés de la France républicaine en 1793.



LE MARXISME UTOPIQUE D'ERNST BLOCH

Après Munich et l'occupation de la Tchécoslovaquie (1938), il prend de nouveau le chemin de l'exil et part aux États-Unis. C'est en Amérique du Nord qu'il écrira la première partie de son œuvre la plus importante, *le Principe espérance*. Après la guerre, Bloch décidera de rentrer en Allemagne et, fidèle à ses convictions politiques, il choisit la RDA.

Dans un premier moment, il sera reçu avec tous les honneurs et

nommé directeur de l'Institut de philosophie de l'université de Leipzig (1949). Cependant, après la parution du premier tome du *Principe espérance* (1954), il sera accusé de « révisionisme ». Victime d'une campagne typiquement stalinienne de la part de la bureaucratie est-allemande, un recueil de textes contre lui sera publié : *la Révision du marxisme de Ernst Bloch* (Berlin, 1957).

Finalement, au cours d'un voyage en République fédérale allemande, Bloch décidera de rester en Occi-

dent et deviendra professeur de philosophie à l'université de Tübingen (1961). Il ne cessera pas d'être marxiste pour autant et ses conférences à l'université seront suivies avec un intérêt passionné par la jeune génération qui découvre Marx en Allemagne occidentale au cours des années soixante. Devenu antistalinien (mais non anticommuniste !), Bloch suivait avec sympathie les nouveaux courants révolutionnaires qui se développaient chez les étudiants et se rapprochait des analyses trotskystes sur la nature de l'URSS et des pays de l'Est.

Au centre de sa pensée : l'espérance

Son œuvre est riche et variée. Elle inclut des écrits politico-culturels (*Héritage de notre époque*, 1935), des travaux de philosophie classique (*Avicenne et la gauche aristotélicienne*, 1952 ; *Sujet et objet chez Hegel*, 1951 ; *Droit naturel et dignité humaine*, 1961 ; *Philosophie de la renaissance*, 1972), des recherches sur la religion (*l'Athéisme dans le christianisme*, 1968), etc. Mais ses grands chefs-d'œuvre comme *Esprit de l'Utopie* (1917), *Thomas Münzer* (1921) et *le Principe espérance* (1954-1959) sont à la fois philosophiques, religieux, politiques et culturels... La plupart n'ont malheureusement pas été traduits en français.

La catégorie centrale de toute la pensée de Bloch est celle de l'espérance. La *Docta spes* (espoir cons-

cient) de la théologie médiévale devient chez lui un concept marxiste et révolutionnaire. L'espoir pour Bloch est la tension vers l'avenir, le nouveau, l'utopie, le non-encore-existant, la tendance vers une possibilité non encore consciente ou encore vérifiée. Selon lui, seulement l'horizon de l'avenir, comme le comprend le marxisme, fournit à la réalité sa vraie dimension.

Dans *le Principe espérance*, œuvre monumentale en trois volumes, Bloch analyse (et réhabilite) non seulement les utopies sociales, depuis Solon l'ancien jusqu'à William Morris, mais aussi les utopies techniques, géographiques, architecturales, médicales et artistiques. Dans la préface, il explique le sens de sa démarche : « Depuis Marx, il n'y a pas de recherche de la vérité possible et pas de décision réaliste, sans prendre en considération les contenus objectifs et subjectifs de l'espoir dans le monde ; à moins de tomber dans la trivialité ou dans l'impasse. La philosophie sera conscience du demain, parti-pris pour l'avenir, connaissance de l'espoir, ou elle n'aura plus aucune connaissance. »

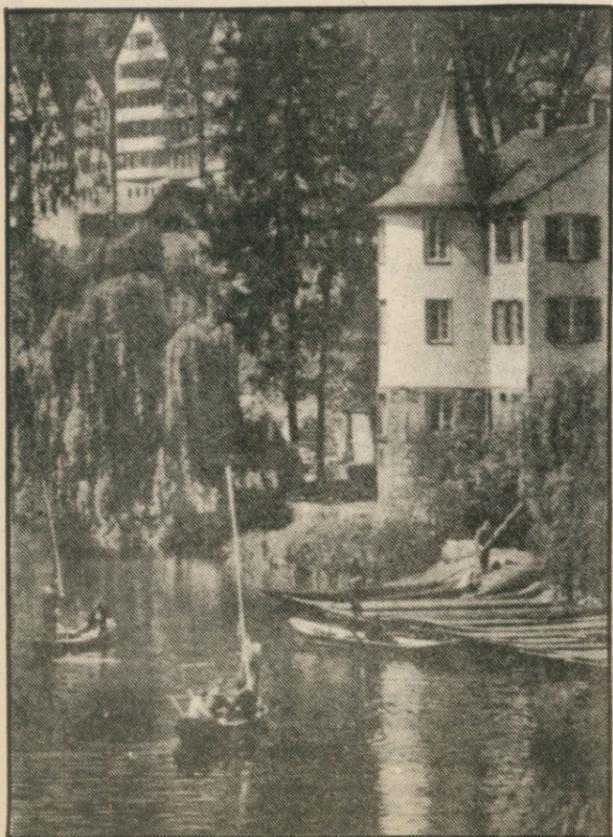
Une interprétation inhabituelle de Marx

Bloch se situe explicitement dans le camp du marxisme. Le dernier chapitre du troisième volume s'intitule *Marx et l'humanité : l'étoffe de l'espoir*. Son idée fondamentale est la suivante : « La raison ne peut pas fleurir sans espoir, ni l'espoir parler sans raison, les deux trouvent leur unité dans le marxisme — une autre science n'a pas d'avenir, un autre avenir pas de science. » Pour Bloch, le marxisme est une utopie concrète et son but est de réaliser le rêve millénaire de l'Âge d'or, grâce à la révolution prolétarienne.

Il s'agit bien entendu d'une interprétation très inhabituelle de Marx, qui a provoqué et provoquera encore beaucoup de polémiques et de discussion en Allemagne et ailleurs. Qu'on l'accepte ou non, elle a le mérite d'attirer l'attention sur une dimension trop négligée de la pensée socialiste et constitue un antidote salutaire à l'horizon mesquin, étroit et borné de l'idéologie stalinienne et social-démocrate.

L'œuvre de Bloch est trop peu connue en France. Ce n'est que récemment, avec la publication (1975) du *Thomas Münzer* en co-édition Julliard-10/18 (la première édition en 1961 était passée totalement inaperçue), la parution chez Gallimard du premier volume du *Principe espérance* (1976) et l'édition par Payot d'un volume d'essais intitulé *Utopie et marxisme selon Ernst Bloch* (par Miguel Abensour et autres) qu'on commence à le découvrir, avec cinquante années de retard, comme Gramsci, Lukacs et l'École de Francfort...

Carlos Rossi



Tübingen où est mort Ernst Bloch : au premier plan, la tour d'Hölderlin.

Extrait de Thomas Münzer DU BON USAGE DE LA VIOLENCE

Aussi bien le problème est tout autre selon que l'on combat pour sa propre cause ou que l'on est acculé à la révolte pour défendre la cause des autres. Car ce qui juge l'homme, ce qui peut-être fait justement la faiblesse du Chrétien, c'est non seulement l'acte qu'il accomplit, mais ce qu'il accepte que souffrent les autres. La non-résistance au mal interdit qu'on augmente la quantité du mal, qu'en résistant on commette soi-même une faute. Mais à certaines époques le mal prend de telles proportions qu'en le tolérant, précisément parce qu'on le tolère et qu'on invite autrui à le tolérer, on l'accroît, on le renforce, on le confirme, disons plus : on le provoque. Par la non-résistance, on rend les autres coupables ou, tout au moins, on les induit en tentation ; il ne s'est jamais trouvé jusqu'ici qu'en « résistant » par les voies de l'amour, au lieu de résister par les voies de la violence, on ait réussi à briser la violence des méchants, ni même à éveiller dans leur cœur une honte capable de les désarmer. De même, en tolérant le règne du mal sur un plan purement personnel, et non point de façon universelle, par référence à la solidarité naturelle des hommes, on se fait le complice de ce règne, — complice non seulement de la violence qui asservit l'âme des méchants, mais de celle aussi qui asservit l'âme de leurs victimes. Dans des conflits de cette sorte, celui qui tolère le mal est à tout le moins aussi coupable que celui qui réagit effectivement contre lui